

LES COULISSES D'UN MÉTIER

CYBERGENDARMES

# Ils traquent les criminels du web

Le centre de lutte contre les criminalités numériques (C3N) est composé de 38 militaires. Sa mission ? Lutter contre la cybercriminalité. Son terrain ? Le darknet. **Par Morgane Remy**

Pour découvrir le centre de lutte contre les criminalités numériques (C3N) de Pontoise, il faut passer un grand portail sécurisé, bordé de fils barbelés et montrer patte blanche. Né en 2015, ce service de la gendarmerie nationale a une mission aussi simple à définir que difficile à accomplir : combattre le cyber crime. Les gendarmes traquent pédophiles, trafiquants d'armes et terroristes sur le darknet, la partie sombre du web. Cet Internet est le lieu de nouveaux délits : vol de données privées revendues au plus offrant, cryptage de serveurs d'entreprises déchiffré en échange d'une rançon (une pratique très fréquente connue sous le nom de «ransomware»), enregistrement de vidéos compromettantes grâce à des webcams privées... Sur un an, de tels méfaits représentent près de 60 000 plaintes pour un préjudice estimé entre 24 et 60 millions d'euros.

**BRIGADE D'EXPERTS** Une quarantaine de gendarmes hyper spécialisés composent cette unité d'élite. «Nous sommes en quelque sorte la brigade anti-criminalité du web, affirme le colonel Nicolas Duvinage à la tête du C3N. Mais notre champ d'action étant récent, nous apprenons en marchant.» Pénétrer dans le darknet, par exemple, a pris du temps. Les premières enquêtes ont fait choux blanc, faute de comprendre les codes de cette zone d'ombre. Petit à petit, quelques membres du centre se sont spécialisés dans les enquêtes sous pseudonymes sur les réseaux sociaux grands pu-

blics ou les places de marchés dissimulées. Ils ont ainsi infiltré le site AlphaBay où drogues, armes, virus informatiques se vendent quotidiennement. D'autres encore savent désormais chasser les transferts de Bitcoin, une monnaie virtuelle privilégiée pour les transferts d'argents ou les commerces illégaux.

**OBLIGATION DE RÉSULTATS** L'équipe est organisée en deux services spécialisés : le premier lutte contre les attaques cyber et les atteintes aux systèmes de traitement automatisé des données; le second contre les activités illicites sur Internet (apologie du terrorisme, trafic d'armes, pédopornographie...). Cette unité a notamment été en charge d'enquêter sur les quelques 1491 messages «Je suis Coulibaly» publiés sur Twitter suite aux attaques terroristes perpétrées contre Charlie Hebdo. Ils ont pu identifier une douzaine d'auteurs suspects. «Nous avons un devoir de résultats depuis un an environ», explique Nicolas Duvinage. Pour ce faire, tous les collaborateurs du service sont en charge des dossiers d'un bout à l'autre du processus, jusqu'à l'arrestation, armés, des suspects.

**SÉCURITÉ INTÉRIEURE** «Pour maintenir une cohésion, malgré les spécialisations des tâches, mon adjoint et moi organisons un déjeuner d'équipe tous les vendredis matin», poursuit Nicolas Duvinage. L'objectif : conserver une vision globale sur l'avancement des missions et maintenir un management de proximité. Et sur les 200 dossiers traités par an, Nicolas Duvinage en encadre toujours une dizaine lui-même, afin de rester en contact avec l'opérationnel. Un autre rôle est dévolu au colonel : celui de faciliter la coordination opérationnelle entre son service et d'autres structures, tant au niveau national qu'interna-



tional. Il rencontre ainsi tous les trimestres la direction centrale de la police judiciaire et la direction générale de la sécurité intérieure, sensibilise les différentes directions de la gendarmerie mais aussi les magistrats et collabore avec Interpol et Europol. Le C3N entretient aussi des relations avec près de 7 000 entreprises stratégiques, comme les opérateurs de télécommunication ou les réseaux sociaux.

**TÊTE DE RÉSEAU** Le C3N est également à la tête d'un réseau de gendarmes formés aux nouvelles technologies et à la lutte contre la cybercriminalité, les gendarmes N'Tech qui opèrent sur tout le territoire. «J'ai un lien fonctionnel - et non hiérarchique - avec ces 3300 «cybergend», poursuit Nicolas Duvinage. Mon management est donc plus incitatif». Pour favoriser la collaboration entre ces gendarmes spécialisés, des outils de communication ont été mis en place comme un site intranet dédié et un forum d'échange de bonnes pratiques...

Depuis un peu plus d'un an, les signalements sont centralisés. Ainsi, les plaintes concernant le cyber remontent directement

au C3N via le réseau informatique. «Le service reçoit près de 5000 faits par mois contre quelques centaines, avant le déploiement du système», explique le lieutenant-colonel Cyril Piat, bras-droit de Nicolas Duvinage. Cet investissement permet d'avoir une idée plus précise des crimes et délits commis et d'orienter les formations des N'Tech afin de ne pas se laisser distancer dans ce jeu du chat et de la souris. «L'arrivée du web est un aussi grand bouleversement que la démocratisation des ordinateurs, souligne Nicolas Duvinage. La tâche du C3N est d'aider la gendarmerie à lutter contre des criminels déjà très aguerris».

**PÔLE R&D** Le centre dispose ainsi d'un pôle en recherche et développement, dont la mission consiste à imaginer et développer des applications, en fonction des différents besoins d'enquête. Il est composé de deux sous-officiers, de trois ingénieurs civils et de trois stagiaires (actuellement issus de l'Ecole 42 et de l'université Marie Curie). Des stagiaires qui, une fois diplômés, feront peut-être de la cyberdéfense un métier.●

80

des délits sont constitués de faits d'escroquerie (comme le vol de données bancaires). Le préjudice subi est estimé entre 2 et 5 millions d'euros chaque mois.

(Source : C3N)

**DANS LES PROFONDEURS DU WEB** A la tête du C3N, le colonel Nicolas Duvinage (portrait en haut, à gauche) anime et coordonne une équipe de gendarmes qui enquêtent souvent sous pseudonyme.

LES ENQUÊTEURS DU WEB  
CIBLENT TERRORISTES  
HACKERS, ET PÉDOPHILES